

Faits saillants

L'évolution du conflit commercial avec les États-Unis et le climat d'incertitude qui en découle ont pour effet de ralentir l'activité économique au Québec. Après une hausse de 1,7 % en 2024, le PIB réel par industrie a affiché une croissance de 1,0 % après huit mois en 2025. Une croissance de 0,9 % du PIB réel est prévue pour l'année 2025.

Pour les deux premiers trimestres de l'exercice financier 2025-2026, les revenus autonomes affichent une hausse de 6,6 % en raison notamment de la résilience des entreprises et des particuliers face à l'incertitude économique, tandis que les dépenses de portefeuilles connaissent une progression plus modérée, de 2,8 %, témoignant des initiatives prises pour assurer une saine gestion des finances publiques. Ainsi, au 30 septembre 2025, le surplus comptable s'élève à 848 millions de dollars.

Toutefois, la croissance plus modérée de l'activité économique qui est attendue au cours des prochains mois, entre autres, aura pour effet de ralentir la croissance des revenus autonomes d'ici la fin de l'exercice financier. Par ailleurs, des dépenses plus importantes sont prévues en deuxième moitié d'année, ce qui est conforme aux observations faites par les années passées. Cela aura pour effet d'accélérer la croissance des dépenses d'ici la fin de l'exercice financier.

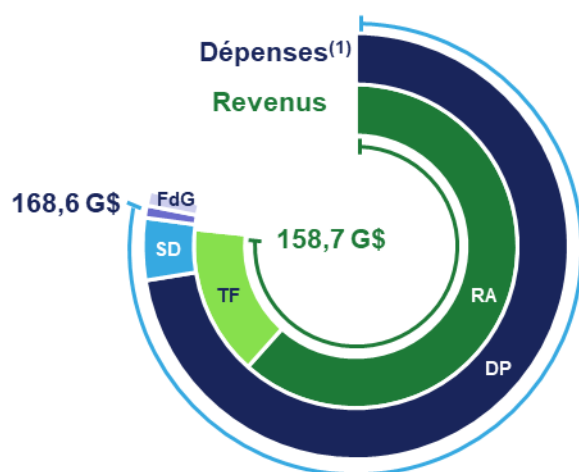
Ainsi, le déficit comptable¹ prévu pour 2025-2026 est inchangé par rapport à la prévision du *Point sur la situation économique et financière du Québec* de l'automne 2025 et demeure à 9,9 milliards de dollars (1,5 % du PIB). La provision pour éventualités de 2,0 milliards de dollars est, pour sa part, maintenue.

Il est prévu que les revenus atteignent 158,7 milliards de dollars² en 2025-2026 et que les dépenses, en incluant la provision pour éventualités, s'établissent à 168,6 milliards de dollars². Par ailleurs, il est attendu que le poids de la dette nette s'établisse à 39,7 %² du PIB au 31 mars 2026.

Au 12 novembre 2025, le programme de financement était complété pour l'année 2025-2026, et du financement par anticipation totalisant 448 millions de dollars avait été réalisé^{2,3}.

Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 2025-2026

(en milliards de dollars)



Un déficit comptable⁽²⁾ de 9,9 G\$ en 2025-2026

RA	Revenus autonomes	127,5 G\$
TF	Transferts fédéraux	31,2 G\$
DP	Dépenses de portefeuilles	156,4 G\$
SD	Service de la dette	10,2 G\$
	Provision pour éventualités	2,0 G\$
FdG	Versements des revenus consacrés au Fonds des générations ⁽³⁾	2,5 G\$

(1) La provision pour éventualités et les versements des revenus consacrés au Fonds des générations sont présentés dans les dépenses à des fins d'illustration.

(2) Il s'agit du surplus (déficit) lié aux activités tel qu'il est présenté dans les comptes publics.

(3) En incluant les versements des revenus consacrés au Fonds des générations de 2,5 milliards de dollars, le déficit budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire s'établit à 12,4 milliards de dollars (1,9 % du PIB).

1. Il s'agit du surplus (déficit) lié aux activités tel qu'il est présenté dans les comptes publics.

2. Il s'agit des mêmes données que celles publiées dans *Le point sur la situation économique et financière du Québec* de l'automne 2025.

3. Il s'agit des emprunts à long terme émis entre le 1^{er} avril 2025 et le 12 novembre 2025.

Évolution récente de la situation économique

Après une hausse de 1,7 % en 2024, la croissance économique au Québec ralentit en raison du conflit commercial et du climat d'incertitude. Le PIB réel par industrie affiche une croissance de 1,0 % après huit mois en 2025 comparativement à la période correspondante en 2024. Il est prévu que la croissance du PIB réel atteigne 0,9 % pour l'année 2025.

Malgré des soubresauts mensuels, l'inflation, mesurée par la croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC), se maintient en moyenne dans la fourchette cible de 1 % à 3 % de la Banque du Canada en 2025, et ce, tant au Québec qu'au Canada.

- Après 10 mois en 2025, l'IPC a affiché une croissance moyenne de 2,3 % au Québec (2,0 % au Canada) comparativement à la période correspondante en 2024 (2,3 % au Québec pour l'année 2024).

La Banque du Canada a réduit son taux directeur de 25 points de base en octobre 2025, pour le porter à 2,25 %, dans un contexte de faiblesse de l'économie canadienne.

Au Québec, la croissance du PIB nominal ralentit. Après un gain de 5,9 % en 2024, une hausse de 5,3 % au cours des deux premiers trimestres de 2025 comparativement à la période correspondante en 2024 a été observée. Une croissance de 4,0 % est prévue pour l'année 2025.

En 2025, le marché du travail a ralenti. En moyenne pour les 11 premiers mois de 2025, le taux de chômage au Québec se situait à 5,6 %, alors qu'il a été de 5,3 % en 2024.

- Malgré cette progression, le taux de chômage au Québec demeure inférieur à la moyenne canadienne (6,8 % en 2025). Quant au taux d'emploi des personnes âgées de 15 à 64 ans, il se situait à 77,3 % en moyenne au Québec en 2025, et était ainsi le plus élevé au pays (74,2 % au Canada).

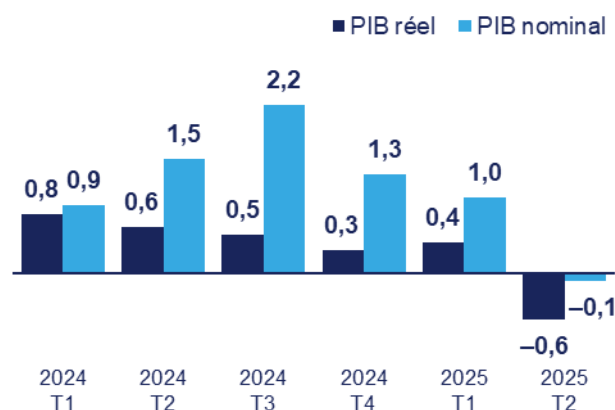
Pour les trois premiers trimestres de 2025 comparativement à la même période en 2024, les salaires et traitements ont augmenté de 4,4 % (3,6 % prévu en 2025 comparativement à 6,0 % constaté en 2024).

La consommation des ménages (en termes nominaux) a affiché un gain de 6,3 % au cours des deux premiers trimestres de 2025 comparativement à la période correspondante en 2024 (5,3 % prévu en 2025 comparativement à 5,1 % constaté en 2024).

Du côté des entreprises, l'excédent d'exploitation net des sociétés a augmenté de 2,9 % au cours des deux premiers trimestres de 2025 comparativement à la même période en 2024 (2,2 % prévu en 2025 comparativement à 3,1 % constaté en 2024).

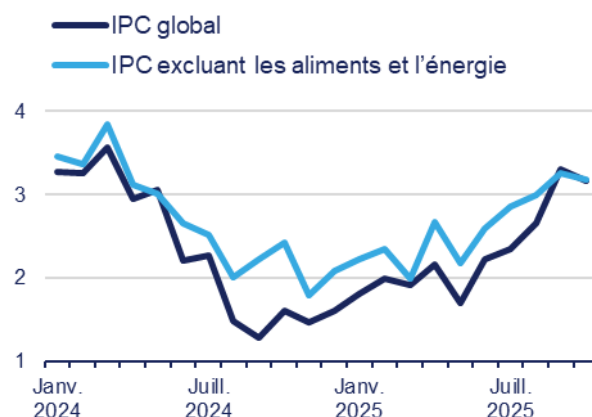
Évolution de l'activité économique au Québec⁽¹⁾

(PIB réel et nominal, variation trimestrielle en pourcentage)



Indice des prix à la consommation au Québec

(variation annuelle en pourcentage)



(1) Il s'agit des données des comptes économiques publiés le 24 septembre 2025 par l'Institut de la statistique du Québec.

Sommaire des résultats et perspectives budgétaires pour 2025-2026

► Résultats au 30 septembre 2025

Pour les six premiers mois de 2025-2026, le surplus comptable s'élevait à 848 millions de dollars. Il s'agit d'une amélioration de 2,4 milliards de dollars par rapport à la même période de l'année précédente.

Ce surplus s'explique par les facteurs suivants :

- des revenus de 78,3 milliards de dollars, lesquels affichent une progression de 6,0 % par rapport à la même période de l'année précédente, une progression attribuable en grande partie à la croissance des salaires et traitements et de la consommation des ménages. L'évolution favorable des revenus témoigne de la résilience dont ont fait preuve les entreprises et les particuliers depuis le début du conflit commercial avec les États-Unis;
- des dépenses de 77,4 milliards de dollars, lesquelles présentent une croissance de 2,6 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette croissance est en grande partie attribuable aux dépenses de portefeuilles (2,8 %), notamment celles des portefeuilles Santé et Services sociaux, Enseignement supérieur, Famille ainsi que Transports et Mobilité durable.

Par ailleurs, le déficit budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire, soit après la prise en compte des versements des revenus consacrés au Fonds des générations de 1,3 milliard de dollars, s'établissait à 420 millions de dollars.

Sommaire des résultats au 30 septembre 2025 et perspectives budgétaires pour 2025-2026

(données non auditées, en millions de dollars, variation par rapport à même période de l'année précédente)

	Avril à septembre				Prévisions pour l'exercice financier 2025-2026				
					Mise à jour de l'automne 2025		Nouvelle estimation		
	2024-2025	2025-2026	Variation (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)
Revenus autonomes	59 500	63 399	3 899	6,6	127 541	1,6	—	127 541	1,6
Transferts fédéraux	14 366	14 885	519	3,6	31 194	2,3	—	31 194	2,3
Total des revenus	73 866	78 284	4 418	6,0	158 735	1,7	—	158 735	1,7
Dépenses de portefeuilles	-70 407	-72 384	-1 977	2,8	-156 435	3,4	—	-156 435	3,4
Service de la dette	-5 053	-5 052	1	-0,0	-10 198	2,3	—	-10 198	2,3
Total des dépenses	-75 460	-77 436	-1 976	2,6	-166 633	3,3	—	-166 633	3,3
Provisions pour éventualités	—	—	—	—	-2 000	—	—	-2 000	—
SURPLUS (DÉFICIT) COMPTABLE⁽¹⁾	-1 594	848	2 442	—	-9 898	—	—	-9 898	—
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-1 208	-1 268	-60	—	-2 461	—	—	-2 461	—
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽²⁾	-2 802	-420	2 382	—	-12 359	—	—	-12 359	—

(1) Il s'agit du surplus (déficit) lié aux activités tel qu'il est présenté dans les comptes publics.

(2) Il s'agit du solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

► Perspectives budgétaires pour 2025-2026

Étant donné le ralentissement attendu de l'activité économique au cours des prochains mois, qui aura pour effet de ralentir la croissance des revenus autonomes d'ici la fin de l'exercice financier, et en raison des dépenses de portefeuilles plus importantes prévues en deuxième moitié d'année, le déficit comptable prévu pour 2025-2026 est inchangé par rapport à la prévision du *Point sur la situation économique et financière du Québec* de l'automne 2025. Il demeure à 9,9 milliards de dollars.

- Ce déficit inclut une provision pour éventualités de 2,0 milliards de dollars.

Ainsi, les revenus atteignent 158,7 milliards de dollars, alors que les dépenses s'établissent à 166,6 milliards de dollars.

- Les revenus autonomes atteignent 127,5 milliards de dollars, en croissance de 1,6 %. Cette variation est due au ralentissement attendu de l'activité économique en deuxième moitié d'année, évolution influencée par le conflit commercial déclenché par les États-Unis, et à la non-récurrence d'une partie importante de la somme de 1,7 milliard de dollars reçue par le gouvernement du Québec en 2024-2025 pour compenser les coûts de santé liés au tabagisme en vertu du plan d'arrangement entre les compagnies de tabac et leurs créanciers.
- Les transferts fédéraux atteignent 31,2 milliards de dollars, en croissance de 2,3 %. Cette variation s'explique notamment par la croissance de 5,0 %, à l'échelle canadienne, du Transfert canadien en matière de santé.
- Les dépenses de portefeuilles atteignent 156,4 milliards de dollars, en croissance de 3,4 %. Cette variation s'explique notamment par les initiatives annoncées en mars 2025, par les investissements en matière d'habitation, par les coûts liés à la prestation des soins de santé et des services sociaux ainsi que par le financement des nouvelles places en services de garde subventionnés dans le cadre des mesures du Grand chantier pour les familles – Plan d'action pour compléter le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance.
 - La part des dépenses de portefeuilles prévue est plus importante dans la deuxième moitié de l'année, ce qui est conforme aux observations effectuées par les années passées.
- Le service de la dette atteint 10,2 milliards de dollars, en hausse de 2,3 %. Cette variation s'explique notamment par l'augmentation du niveau de la dette et l'évolution des taux d'intérêt, lesquelles sont atténuées par la hausse des revenus de placement du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR), qui sont déduits du service de la dette.

Par ailleurs, le déficit budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire, soit après la prise en compte des versements des revenus consacrés au Fonds des générations de 2,5 milliards de dollars, s'établit à 12,4 milliards de dollars.

► Information complémentaire

Il est prévu que le poids de la dette nette s'établisse à 39,7 % du PIB au 31 mars 2026, soit au même niveau que celui présenté dans *Le point sur la situation économique et financière du Québec* de l'automne 2025.

Revenus

Revenus autonomes

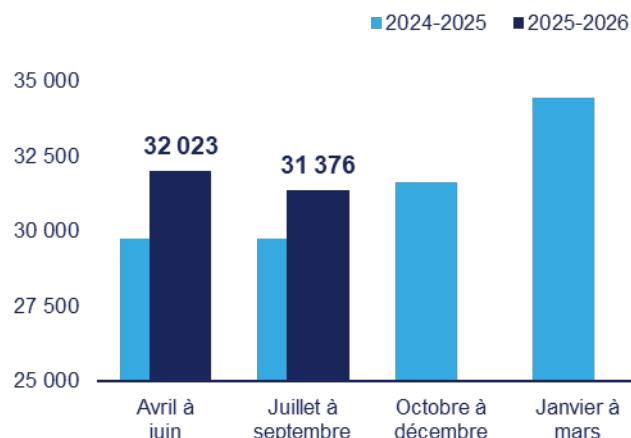
Faits saillants

Des revenus autonomes de **63,4 milliards de dollars** au 30 septembre 2025.

Une **croissance cumulative de 6,6 %** par rapport à l'année précédente.

Revenus autonomes trimestriels

(en millions de dollars)



► Résultats au 30 septembre 2025

Au 30 septembre, soit pour les six premiers mois de l'année 2025-2026, les revenus autonomes s'élevaient à 63,4 milliards de dollars. Il s'agit d'une hausse de 3,9 milliards de dollars (6,6 %) par rapport à la même période de l'année précédente.

Les **revenus fiscaux** ont augmenté de 3,6 milliards de dollars (7,6 %), pour atteindre 50,8 milliards de dollars, en raison notamment de la hausse :

- de 1,8 milliard de dollars (8,1 %) de l'**impôt sur le revenu des particuliers**, attribuable notamment à la croissance de 4,4 % des salaires et traitements lors des trois premiers trimestres de 2025 et à l'augmentation des acomptes provisionnels relatifs aux déclarations de revenus de 2025;
- de 159 millions de dollars (3,5 %) des **cotisations pour les services de santé**, attribuable notamment aux salaires et traitements, dont la croissance au cours des trois premiers trimestres de 2025 s'est élevée à 4,4 %;
- de 627 millions de dollars (11,5 %) des revenus provenant des **impôts des sociétés**, en lien avec la hausse de 2,9 % de l'excédent d'exploitation net des sociétés au cours des deux premiers trimestres de 2025 et avec les efforts accrus de Revenu Québec en matière de lutte contre l'évasion fiscale;
- de 26 millions de dollars (4,4 %) de l'**impôt foncier scolaire**, due à l'évolution du financement des besoins locaux, qui prend en compte la croissance prévue du nombre d'élèves et l'augmentation du coût des biens et services financés par l'impôt foncier scolaire;
- de 977 millions de dollars (6,7 %) des **taxes à la consommation**, attribuable principalement à la croissance de 6,3 % de la consommation des ménages pour les deux premiers trimestres de 2025 et à la hausse de 21,3 % des investissements en construction résidentielle au cours de la même période.

Les **autres revenus autonomes** ont crû de 319 millions de dollars (3,1 %), pour atteindre 10,6 milliards de dollars, en raison de :

- la diminution de 166 millions de dollars (-5,7 %) des **droits, permis et redevances**, découlant notamment de la baisse des revenus de la vente aux enchères de droits d'émission de GES;
- l'augmentation de 485 millions de dollars (6,6 %) des **revenus divers**, attribuable notamment à une hausse des revenus provenant des pénalités, amendes et recouvrements et des revenus de placement du Fonds des générations.

Les **revenus provenant des entreprises du gouvernement** ont diminué de 8 millions de dollars (-0,4 %), pour s'établir à 1,9 milliard de dollars, soit des revenus comparables à ceux de l'année précédente à la même période.

Revenus autonomes

(données non auditées, en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente)

					Prévisions pour l'exercice financier 2025-2026				
	Avril à septembre				Mise à jour de l'automne 2025		Nouvelle estimation		
	2024-2025	2025-2026	Variation (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)
Impôt sur le revenu et les biens									
– Impôt sur le revenu des particuliers	22 170	23 969	1 799	8,1	47 838	4,7	—	47 838	4,7
– Cotisations pour les services de santé	4 492	4 651	159	3,5	9 082	2,6	—	9 082	2,6
– Impôts des sociétés	5 473	6 100	627	11,5	13 552	1,6	—	13 552	1,6
– Impôt foncier scolaire	590	616	26	4,4	1 255	4,9	—	1 255	4,9
Taxes à la consommation	14 514	15 491	977	6,7	28 821	1,6	—	28 821	1,6
Revenus fiscaux	47 239	50 827	3 588	7,6	100 548	3,2	—	100 548	3,2
Droits, permis et redevances	2 925	2 759	-166	-5,7	6 040	-2,4	—	6 040	-2,4
Revenus divers	7 379	7 864	485	6,6	15 511	-4,6	—	15 511	-4,6
Autres revenus autonomes	10 304	10 623	319	3,1	21 551	-4,0	—	21 551	-4,0
Total des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement	57 543	61 450	3 907	6,8	122 099	1,8	—	122 099	1,8
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	1 957	1 949	-8	-0,4	5 442	-4,3	—	5 442	-4,3
TOTAL	59 500	63 399	3 899	6,6	127 541	1,6	—	127 541	1,6

► Perspectives budgétaires pour 2025-2026

Il est prévu que les revenus autonomes s'établissent à 127,5 milliards de dollars en 2025-2026 (croissance annuelle de 1,6 %), soit un niveau similaire à celui présenté dans *Le point sur la situation économique et financière du Québec* de l'automne 2025.

Les **revenus fiscaux** s'établissent à 100,5 milliards de dollars, en croissance de 3,2 %. Cette variation s'explique par l'augmentation :

- de 4,7 % de l'**impôt sur le revenu des particuliers**, en raison de la croissance attendue de 3,6 % des salaires et traitements en 2025 et de l'effet de l'optimisation du crédit d'impôt pour la prolongation de carrière, annoncée dans *Le point sur la situation économique et financière du Québec* de l'automne 2024;
- de 2,6 % des **cotisations pour les services de santé**, attribuable notamment à la croissance prévue de 3,6 % des salaires et traitements en 2025 et à l'effet de la mise en place d'un congé temporaire de cotisation au Fonds des services de santé, à compter du 1^{er} janvier 2026, pour soutenir les secteurs agricole, forestier et de la pêche;
- de 1,6 % des revenus provenant des **impôts des sociétés**, due entre autres à la croissance prévue de l'excédent d'exploitation net des sociétés de 2,2 % en 2025;
- de 4,9 % de l'**impôt foncier scolaire** en raison de l'évolution du financement des besoins locaux, évolution qui prend en compte la croissance prévue du nombre d'élèves ainsi que celle du coût des biens et services financés par l'impôt foncier scolaire;
- de 1,6 % des **taxes à la consommation**, due à la hausse prévue de 5,3 % de la consommation des ménages en 2025, dont l'effet est atténué par l'accélération du rythme de croissance des remboursements de la TVQ sur les intrants, après une forte baisse entre janvier et mars 2025.

Les **autres revenus autonomes** s'établissent à 21,6 milliards de dollars, en baisse de 4,0 %. Cette diminution s'explique principalement par la variation :

- de -2,4 % des **droits, permis et redevances**, découlant notamment de la variation des revenus provenant des ressources naturelles et de la vente aux enchères de droits d'émission de GES;
- de -4,6 % des **revenus divers** due, entre autres, à la non-récurrence d'une partie importante de la somme de 1,7 milliard de dollars reçue par le gouvernement du Québec en 2024-2025 pour compenser les coûts de santé liés au tabagisme en vertu du plan d'arrangement entre les compagnies de tabac et leurs créanciers.

Les **revenus provenant des entreprises du gouvernement** s'établissent à 5,4 milliards de dollars, en baisse de 4,3 %.

- Cette variation s'explique en grande partie par la diminution des revenus provenant d'Hydro-Québec, principalement liée à la baisse des exportations d'électricité en raison de la faible hydraulité.
- Cette diminution est partiellement compensée par la hausse des résultats d'Investissement Québec, due notamment à la hausse des cours boursiers.

Composition des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement

Les revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement se composent principalement de revenus fiscaux, soit l'impôt sur le revenu des particuliers, les cotisations pour les services de santé, les impôts des sociétés, l'impôt foncier scolaire et les taxes à la consommation.

- Leur évolution reflète généralement celle de l'activité économique au Québec et les modifications apportées aux régimes fiscaux.

Les revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement comprennent également d'autres sources de revenus, soit :

- les droits, permis et redevances, notamment les revenus du marché du carbone;
- les revenus divers, tels les revenus de placement, les services rendus, ainsi que les pénalités, amendes et recouvrements.

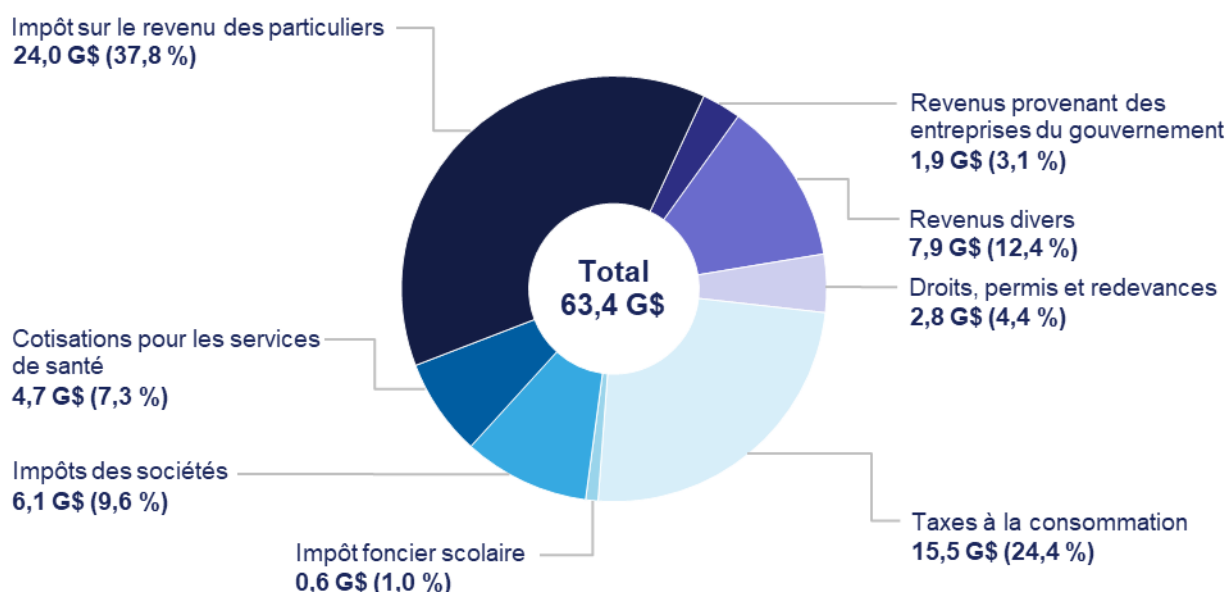
Composition des revenus provenant des entreprises du gouvernement

Les entreprises du gouvernement sont composées des sociétés publiques qui possèdent une vocation commerciale, une autonomie de gestion et une autosuffisance financière.

- Les revenus provenant des entreprises du gouvernement correspondent essentiellement aux résultats nets de ces sociétés.

Revenus autonomes au 30 septembre 2025

(en milliards de dollars et en pourcentage des revenus autonomes totaux)



Revenus

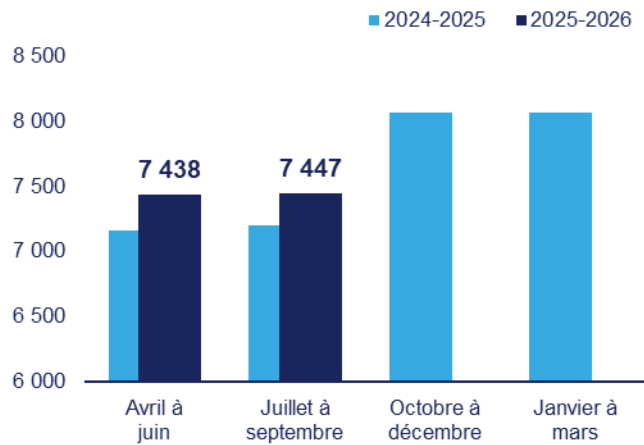
Transferts fédéraux

Faits saillants

Des transferts fédéraux de **14,9 milliards de dollars** au 30 septembre 2025.

Une **croissance cumulative de 3,6 %** par rapport à l'année précédente.

Transferts fédéraux trimestriels
(en millions de dollars)



► Résultats au 30 septembre 2025

Au 30 septembre, soit pour les six premiers mois de l'année 2025-2026, les transferts fédéraux totalisaient 14,9 milliards de dollars. Il s'agit d'une hausse de 519 millions de dollars (3,6 %) comparativement à la même période de l'année précédente. Cette variation s'explique notamment par la croissance de 5,0 %, à l'échelle canadienne, du Transfert canadien en matière de santé.

Transferts fédéraux									
(données non auditées, en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente)									
	Avril à septembre				Prévisions pour l'exercice financier 2025-2026				
					Mise à jour de l'automne 2025		Nouvelle estimation		
	2024-2025	2025-2026	Variation (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)
Péréquation	6 658	6 784	126	1,9	13 567	1,9	—	13 567	1,9
Transferts pour la santé	4 203	4 397	194	4,6	8 793	4,3	—	8 793	4,3
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	661	685	24	3,6	1 370	1,5	—	1 370	1,5
Autres programmes	2 844	3 019	175	6,2	7 464	0,9	—	7 464	0,9
TOTAL	14 366	14 885	519	3,6	31 194	2,3	—	31 194	2,3

► Perspectives budgétaires pour 2025-2026

Il est prévu que les transferts fédéraux atteignent 31,2 milliards de dollars (croissance annuelle de 2,3 %) en 2025-2026, soit le même niveau que celui présenté dans *Le point sur la situation économique et financière du Québec* de l'automne 2025. La croissance s'explique notamment par la hausse de 5,0 %, à l'échelle canadienne, du Transfert canadien en matière de santé.

Composition des transferts fédéraux

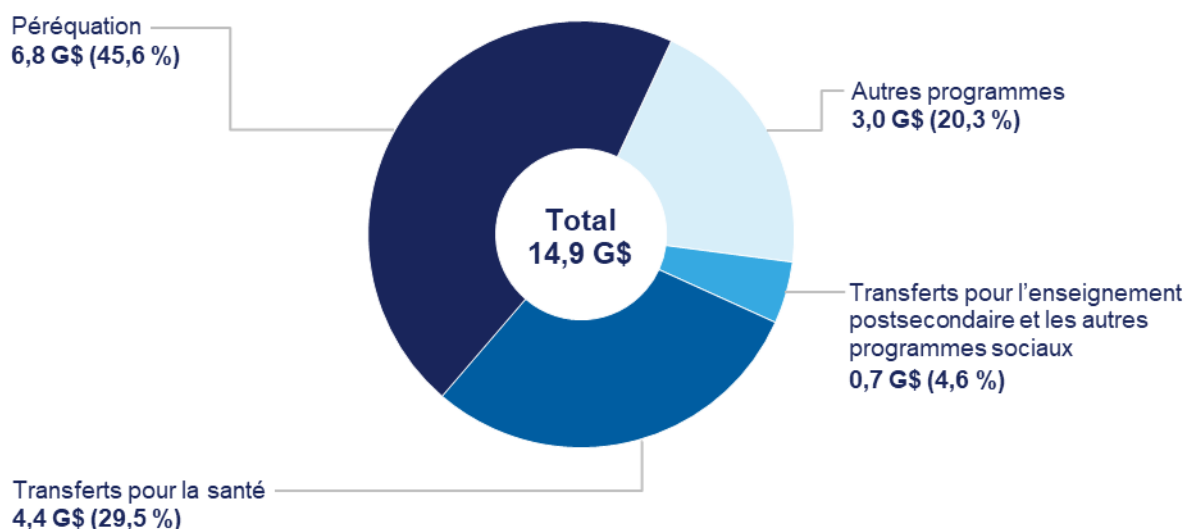
Les revenus de transferts fédéraux correspondent aux revenus du gouvernement fédéral qui sont versés au Québec en vertu de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, ainsi qu'aux revenus des autres programmes qui découlent d'ententes bilatérales.

Ces revenus proviennent principalement :

- du programme de péréquation;
- du Transfert canadien en matière de santé (TCS);
- du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS);
- des autres programmes découlant d'ententes avec le gouvernement fédéral sur divers domaines (ex. : l'intégration des immigrants, l'apprentissage et la garde des jeunes enfants, le marché du travail et les infrastructures).

Transferts fédéraux au 30 septembre 2025

(en milliards de dollars et en pourcentage des revenus totaux de transferts fédéraux)



Dépenses

Dépenses de portefeuilles et service de la dette

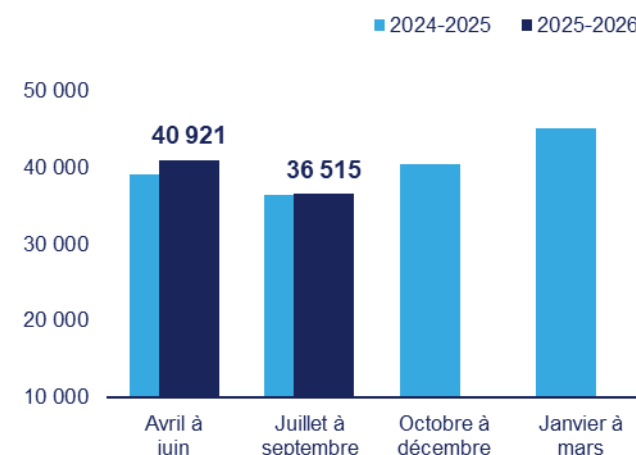
Faits saillants

Des dépenses
de **77,4 milliards de dollars**
réalisées au 30 septembre 2025.

Une **croissance cumulative de 2,6 %**
par rapport à l'année précédente.

Dépenses trimestrielles

(en millions de dollars)



► Résultats au 30 septembre 2025

Au 30 septembre, soit pour les six premiers mois de l'année 2025-2026, les dépenses totalisaient 77,4 milliards de dollars. Il s'agit d'une augmentation de 2,0 milliards de dollars (2,6 %) comparativement à la même période de l'année précédente.

Les **dépenses de portefeuilles** ont augmenté de 2,0 milliards de dollars (2,8 %), pour s'établir à 72,4 milliards de dollars. La croissance observée au 30 septembre s'explique par l'évolution attendue des coûts liés à la prestation des services publics, mais également par ces facteurs :

- les dépenses du portefeuille **Santé et Services sociaux** ont augmenté de 841 millions de dollars (2,7 %), pour atteindre 31,9 milliards de dollars. Cette augmentation est notamment attribuable à l'évolution de la rémunération et des dépenses liées aux médicaments;
- les dépenses du portefeuille **Éducation** ont augmenté de 121 millions de dollars (1,2 %), pour atteindre 10,5 milliards de dollars. Cette augmentation découle notamment de l'évolution de la rémunération du personnel des centres de services scolaires et des commissions scolaires liée à l'accroissement du personnel enseignant en conséquence de la hausse du nombre d'élèves et aux indexations salariales;
- les dépenses du portefeuille **Enseignement supérieur** ont augmenté de 247 millions de dollars (4,8 %), pour atteindre 5,4 milliards de dollars. Cette augmentation résulte notamment de l'évolution de la rémunération du personnel des établissements d'enseignement supérieur;
- les dépenses du portefeuille **Famille** ont augmenté de 550 millions de dollars (12,7 %), pour atteindre 4,9 milliards de dollars. Cette augmentation s'explique principalement par des dépenses plus faibles en 2024-2025 en raison des versements anticipés en 2023-2024 pour le financement des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés et par la création de nouvelles places subventionnées en garderies;
- les dépenses du portefeuille **Transports et Mobilité durable** ont augmenté de 647 millions de dollars (20,5 %), pour atteindre 3,8 milliards de dollars. Cette augmentation découle notamment de la hausse des subventions accordées pour des projets d'infrastructures en transport collectif;

- les dépenses du portefeuille **Emploi et Solidarité sociale** ont augmenté de 39 millions de dollars (1,4 %), pour s'établir à 2,9 milliards de dollars. Cette augmentation résulte notamment de la hausse des dépenses du Fonds québécois d'initiatives sociales;
- les dépenses du portefeuille **Affaires municipales et Habitation** ont augmenté de 67 millions de dollars (3,7 %), pour atteindre 1,9 milliard de dollars. Cette variation est entre autres attribuable à une hausse des subventions pour les logements abordables;
- les dépenses du portefeuille **Économie, Innovation et Énergie** ont augmenté de 3 millions de dollars (0,2 %), pour atteindre 1,9 milliard de dollars. Cette augmentation découle principalement de la hausse des dépenses liées au crédit d'impôt relatif à l'investissement et à l'innovation;
- les dépenses du portefeuille **Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs** ont diminué de 261 millions de dollars (-29,4 %), pour atteindre 627 millions de dollars. Cette variation s'explique notamment par la diminution des subventions du programme Roulez vert en raison de la baisse des ventes de véhicules électriques neufs et de la réduction graduelle de l'aide financière accordée par le programme;
- les dépenses des **autres portefeuilles** ont diminué de 277 millions de dollars (-3,1 %), pour atteindre 8,6 milliards de dollars.

Les dépenses du **service de la dette** sont, quant à elles, restées au même niveau de 5,1 milliards de dollars.

Dépenses

(données non auditées, en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente)

	Avril à septembre				Prévisions pour l'exercice financier 2025-2026				
					Mise à jour de l'automne 2025		Nouvelle estimation		
	2024-2025	2025-2026	Variation (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)
Santé et Services sociaux	31 054	31 895	841	2,7	65 799	2,5	—	65 799	2,5
Éducation	10 423	10 544	121	1,2	23 384	0,1	—	23 384	0,1
Enseignement supérieur	5 124	5 371	247	4,8	11 280	-0,9	—	11 280	-0,9
Famille	4 324	4 874	550	12,7	9 746	8,1	—	9 746	8,1
Transports et Mobilité durable	3 162	3 809	647	20,5	7 508	-2,3	—	7 508	-2,3
Emploi et Solidarité sociale	2 865	2 904	39	1,4	5 845	2,4	—	5 845	2,4
Affaires municipales et Habitation	1 825	1 892	67	3,7	5 730	16,6	—	5 730	16,6
Économie, Innovation et Énergie	1 911	1 914	3	0,2	4 451	-5,5	—	4 451	-5,5
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	888	627	-261	-29,4	2 005	-8,1	—	2 005	-8,1
Autres portefeuilles	8 831	8 554	-277	-3,1	20 687	13,9	—	20 687	13,9
Dépenses de portefeuilles	70 407	72 384	1 977	2,8	156 435	3,4	—	156 435	3,4
Service de la dette	5 053	5 052	-1	-0,0	10 198	2,3	—	10 198	2,3
TOTAL	75 460	77 436	1 976	2,6	166 633	3,3	—	166 633	3,3

► Perspectives budgétaires pour 2025-2026

Il est prévu que les dépenses s'établissent à 166,6 milliards de dollars en 2025-2026 (croissance annuelle de 3,3 %), soit au même niveau que celui présenté dans la mise à jour de l'automne 2025.

- Les **dépenses de portefeuilles** s'établissent à 156,4 milliards de dollars, en croissance de 3,4 %.
 - Les dépenses du portefeuille **Santé et Services sociaux** augmentent de 2,5 %, pour atteindre 65,8 milliards de dollars. Cette variation est principalement attribuable à la démographie, à l'offre de soins et de services, à la rémunération ainsi qu'à l'évolution technologique.
 - Les dépenses du portefeuille **Éducation** varient de 0,1 %, pour atteindre 23,4 milliards de dollars. Cette faible croissance s'explique principalement par la fin, en 2024-2025, des investissements ponctuels pour appuyer l'Offensive formation en construction et pour soutenir les élèves en difficulté pour le retour en classe.
 - Les dépenses du portefeuille **Enseignement supérieur** diminuent de 0,9 %, pour atteindre 11,3 milliards de dollars. Cette baisse est notamment attribuable à l'effet des subventions accordées en 2024-2025 pour des travaux d'infrastructures déjà réalisés par les universités et à la fin progressive du programme de bourses Perspective Québec à compter de 2025-2026.
 - Les dépenses du portefeuille **Famille** sont en hausse de 8,1 %, pour atteindre 9,7 milliards de dollars. Cette augmentation s'explique principalement par l'effet d'un versement de 2024-2025 anticipé en 2023-2024 pour le financement des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés, ainsi que par le financement des nouvelles places en service de garde subventionnés dans le cadre des mesures du Grand chantier pour les familles – Plan d'action pour compléter le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance.
 - Les dépenses du portefeuille **Transports et Mobilité durable** diminuent de 2,3 %, pour atteindre 7,5 milliards de dollars. Cette diminution découle notamment du soutien ponctuel accordé, en 2024-2025, au milieu municipal dans l'entretien et l'amélioration du réseau routier local.
 - Les dépenses du portefeuille **Emploi et Solidarité sociale** augmentent de 2,4 %, pour s'établir à 5,8 milliards de dollars. Cette augmentation résulte notamment du retour aux niveaux habituels des activités dans le cadre des mesures d'aide à l'emploi.
 - Les dépenses du portefeuille **Affaires municipales et Habitation** sont en hausse de 16,6 %, pour atteindre 5,7 milliards de dollars. Cette variation est entre autres attribuable aux importants investissements en habitation par le biais du Programme d'habitation abordable Québec et du Programme de rénovation des habitations à loyer modique, et aux partenariats avec les fonds fiscalisés pour accroître l'offre de logements sociaux et abordables.
 - Les dépenses du portefeuille **Économie, Innovation et Énergie** diminuent de 5,5 %, pour atteindre 4,5 milliards de dollars. Cette diminution découle principalement de la valeur plus importante en 2024-2025 des provisions pour pertes sur des prêts et des moins-values durables sur des placements effectués par le Fonds du développement économique.
 - Les dépenses du portefeuille **Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs** sont en baisse de 8,1 %, pour atteindre 2,0 milliards de dollars. Cette variation s'explique notamment par la baisse des dépenses du Plan pour une économie verte 2030 en 2025-2026 résultant de la diminution temporaire des revenus attendus du marché du carbone.
 - Les dépenses des **autres portefeuilles** augmentent de 13,9 %, pour atteindre 20,7 milliards de dollars.
- Le **service de la dette** s'établit à 10,2 milliards de dollars, en hausse de 2,3 %. Cette variation est due notamment à l'augmentation du niveau de la dette et à l'évolution prévue des taux d'intérêt.

Composition des dépenses de portefeuilles

Les dépenses de portefeuilles représentent l'ensemble des ressources consacrées à la prestation des services publics. Le gouvernement met sur pied des programmes qui sont administrés directement par les entités gouvernementales tels les ministères et organismes.

- Les programmes et les entités sous la responsabilité d'un ministre représentent un portefeuille.

Les dépenses d'un portefeuille se composent :

- des dépenses de programmes;
- des dépenses réalisées notamment par les fonds spéciaux, les organismes autres que budgétaires ainsi que les organismes des réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et de l'enseignement supérieur;
- des dépenses financées par le régime fiscal, lesquelles sont constituées des crédits d'impôt remboursables et de la dépense pour créances douteuses associée aux revenus fiscaux.

La composition et le niveau de dépenses de chaque portefeuille varient selon la nature de la fonction et des programmes sous la responsabilité du ministre. Ainsi, certains portefeuilles auront plus de dépenses que d'autres, en fonction de leur mission.

En 2025-2026, il y a 25 portefeuilles ministériels. Pour les six premiers mois, les trois principaux portefeuilles, soit Santé et Services sociaux, Éducation ainsi qu'Enseignement supérieur, représentent 66 % des dépenses de portefeuilles.

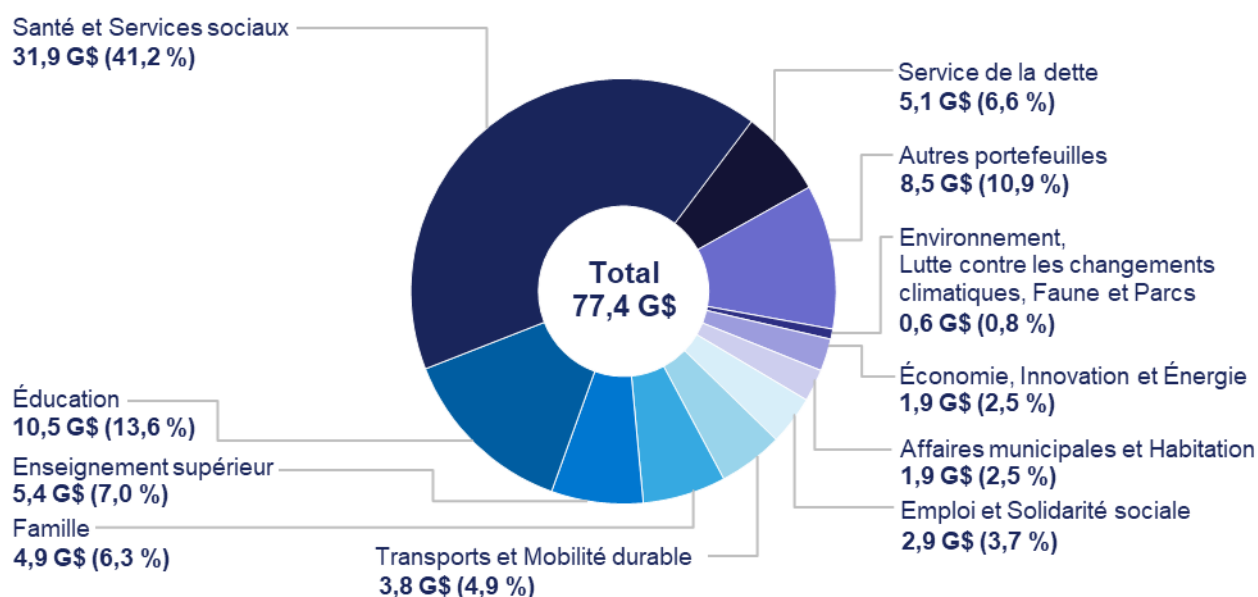
Composition du service de la dette

Le service de la dette correspond à la somme des intérêts sur la dette directe ainsi que des intérêts sur le passif au titre des régimes de retraite et des autres avantages sociaux futurs des employés des secteurs public et parapublic.

Il dépend notamment de la taille de la dette et des taux d'intérêt sur les marchés financiers. Chaque année, le gouvernement doit consacrer une part des revenus de l'État au paiement des intérêts.

Dépenses au 30 septembre 2025

(en milliards de dollars et en pourcentage des dépenses totales)



Dettes

Au 31 mars 2026, la dette nette est prévue s'établir à 254,5 milliards de dollars, soit 39,7 % du PIB. Il s'agit du même niveau que celui présenté dans *Le point sur la situation économique et financière du Québec* de l'automne 2025.

Dettes nettes au 31 mars 2026

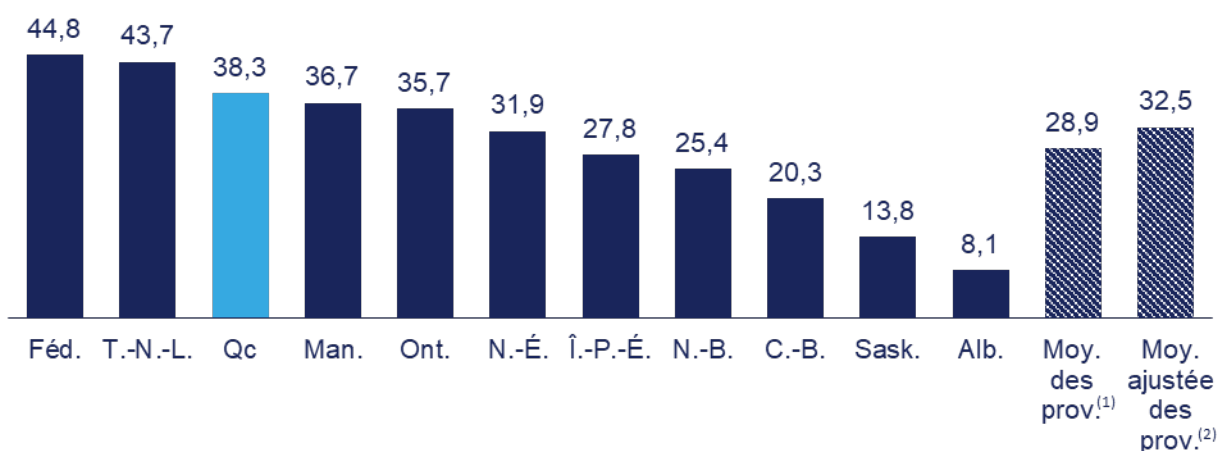
(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	Mise à jour de l'automne 2025	Révisions	Nouvelle estimation
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	236 163	—	236 163
EN % DU PIB	38,3	—	38,3
Déficit (surplus) comptable	9 898	—	9 898
Immobilisations	8 799	—	8 799
Ajustements comptables	-349	—	-349
Variation totale	18 348	—	18 348
DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE	254 511	—	254 511
EN % DU PIB	39,7	—	39,7

Au 31 mars 2025, le poids de la dette nette du Québec s'établissait à 38,3 % du PIB, comparativement à 28,9 % pour la moyenne des provinces⁴

Dettes nettes des gouvernements au Canada au 31 mars 2025

(en pourcentage du PIB)



(1) Il s'agit d'une moyenne pondérée par le PIB.

(2) Il s'agit d'une moyenne pondérée par le PIB excluant la province la moins endettée, l'Alberta, et la province la plus endettée, Terre-Neuve-et-Labrador.

Sources : Comptes publics des gouvernements et Statistique Canada.

4. La moyenne des provinces au 31 mars 2024 était de 28,6 %.

Surplus ou besoins financiers nets

Pour la période d'avril à septembre 2025, les besoins financiers nets atteignent 11,9 milliards de dollars et s'expliquent par :

- le surplus comptable de 848 millions de dollars résultant de la différence entre les revenus et les dépenses du gouvernement;
- les besoins financiers de 336 millions de dollars pour les placements, prêts et avances, qui découlent notamment d'une augmentation de la valeur de consolidation des entreprises du gouvernement⁵;
- les besoins financiers de 2,7 milliards de dollars liés aux immobilisations du gouvernement, dus principalement à des investissements de 5,6 milliards de dollars, notamment pour la réfection et la construction d'écoles et d'établissements de santé. Ces investissements sont compensés en partie par des dépenses d'amortissement de 2,9 milliards de dollars⁵;
- les besoins financiers de 2,0 milliards de dollars liés au passif des régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs, qui résultent du versement des prestations aux employés de l'État de 3,7 milliards de dollars compensé par le coût net des régimes de 2,1 milliards de dollars⁵;
- les besoins financiers de 6,5 milliards de dollars provenant des autres comptes⁶, qui découlent notamment des déboursés relatifs à des dépenses comptabilisées à la fin de 2024-2025;
- les besoins financiers de 1,3 milliard de dollars générés par les versements au Fonds des générations.

Surplus ou besoins financiers nets

(données non auditées, en millions de dollars)

	Avril à septembre	
	2024-2025	2025-2026
SURPLUS (DÉFICIT) COMPTABLE	-1 594	848
Opérations non budgétaires		
Placements, prêts et avances	-1 658	-336
Immobilisations nettes	-3 684	-2 693
Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs	-1 449	-1 965
Autres comptes ⁽¹⁾	-2 730	-6 480
Versements au Fonds des générations	-1 208	-1 268
Total des opérations non budgétaires	-10 729	-12 742
SURPLUS (BESOINS) FINANCIERS NETS	-12 323	-11 894

(1) Les surplus ou besoins financiers relatifs aux autres comptes peuvent varier de façon importante d'un mois à l'autre, notamment en fonction du moment où le gouvernement encaisse ou décaisse les sommes relatives à ses activités. Par exemple, lorsque le dernier jour d'un mois n'est pas un jour ouvrable, les remises relatives à la TVQ sont encaissées au début du mois suivant, de sorte que l'équivalent de deux mois de remises peut être encaissé au cours d'un même mois.

5. Ces éléments, qui sont inclus dans le surplus (déficit) comptable du gouvernement, sont éliminés dans les opérations non budgétaires, car ils n'ont pas d'effet sur les liquidités.
6. Les surplus ou besoins financiers relatifs aux autres comptes peuvent varier de façon importante d'un mois à l'autre, notamment en fonction du moment où le gouvernement encaisse ou décaisse les sommes relatives à ses activités. Par exemple, lorsque le dernier jour d'un mois n'est pas un jour ouvrable, les remises relatives à la TVQ sont encaissées au début du mois suivant, de sorte que l'équivalent de deux mois de remises peut être encaissé au cours d'un même mois.

Composition des surplus ou besoins financiers nets

Les revenus et les dépenses du gouvernement sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

- Les revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés et les dépenses, lorsqu'elles sont réalisées, sans égard au moment où ont lieu les encaissements et les décaissements.

Les surplus ou besoins financiers nets, quant à eux, sont constitués de l'écart entre les encaissements et les décaissements résultant des activités du gouvernement. Pour pourvoir à ses besoins financiers nets, le gouvernement a recours à diverses sources de financement, dont sa trésorerie et ses emprunts.

Les diverses rubriques des besoins financiers nets représentent les encaissements et les décaissements nets générés par les investissements du gouvernement en prêts, en placements, en participations dans ses entreprises et en immobilisations, par les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ainsi que par les autres comptes.

- Cette dernière rubrique comprend notamment le paiement des comptes fournisseurs et la perception des comptes débiteurs. Les versements au Fonds des générations créent également des besoins financiers.

Programme de financement et emprunts réalisés

Le programme de financement correspond aux emprunts à long terme effectués dans l'année financière. Il permet entre autres de rembourser les emprunts venant à échéance et de pourvoir aux besoins financiers nets. Ces derniers comprennent notamment le déficit budgétaire ainsi que les investissements en immobilisations du gouvernement.

Comme présenté dans *Le point sur la situation économique et financière du Québec* de l'automne 2025, le programme de financement 2025-2026 s'établit à 24,3 milliards de dollars. En date du 12 novembre 2025, ce dernier était complété pour l'année 2025-2026 et du financement par anticipation totalisant 448 millions de dollars avait été réalisé⁷.

- Les obligations conventionnelles en dollars canadiens étaient le principal instrument d'emprunt utilisé.
- Les emprunts sur les marchés étrangers représentaient 37 % des emprunts émis en 2025-2026.

Sommaire des emprunts à long terme réalisés en 2025-2026⁽¹⁾

Devises	En M\$	En %
DOLLAR CANADIEN		
Obligations conventionnelles	13 660	56,2
Obligations à taux variable	1 500	6,2
Produits d'épargne émis par Épargne Placements Québec	157	0,6
Immigrants investisseurs ⁽²⁾	3	—
Sous-total	15 320	63,1
AUTRES DEVICES		
Euro	4 669	19,2
Dollar américain	2 733	11,3
Dollar australien	798	3,3
Franc suisse	765	3,2
Sous-total	8 965	36,9
TOTAL	24 285	100,0

Notes : Il s'agit des emprunts à long terme émis entre le 1^{er} avril 2025 et le 12 novembre 2025.

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

(1) Il est possible de consulter la plus récente liste des [nouveaux emprunts pour l'exercice financier 2025-2026](#).

(2) Ces emprunts proviennent des sommes avancées par les immigrants investisseurs. Ces sommes sont prêtées au gouvernement par l'intermédiaire d'Investissement Québec.

Sommaire des remboursements d'emprunts à long terme réalisés en 2025-2026

Devises	En M\$
DOLLAR CANADIEN	
Obligations conventionnelles	8 352
Autres	284
Sous-total	8 636
AUTRES DEVICES	
Dollar américain	4 396
Euro	2 498
Autres	—
Sous-total	6 894
TOTAL	15 530

Note : Il s'agit des remboursements d'emprunts à long terme réalisés entre le 1^{er} avril 2025 et le 30 septembre 2025.

7. Il s'agit des emprunts à long terme émis entre le 1^{er} avril 2025 et le 12 novembre 2025.

Annexe 1 : Résultats et perspectives budgétaires pour 2025-2026

Résultats et perspectives budgétaires pour 2025-2026 – Solde budgétaire

(niveau et révision en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente en pourcentage)

	Prévisions pour l'exercice financier 2025-2026										Révision depuis le budget de mars 2025 (M\$)
	Avril à septembre		Budget de mars 2025		Mise à jour de l'automne 2025			Nouvelle estimation			
	Niveau (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)	
Revenus											
Revenus autonomes	63 399	6,6	125 732	1,0	1 809	127 541	1,6	—	127 541	1,6	1 809
Transferts fédéraux	14 885	3,6	30 610	-0,1	584	31 194	2,3	—	31 194	2,3	584
Sous-total – Revenus	78 284	6,0	156 342	0,7	2 393	158 735	1,7	—	158 735	1,7	2 393
Dépenses											
Dépenses de portefeuilles	-72 384	2,8	-156 102	1,8	-333	-156 435	3,4	—	-156 435	3,4	-333
Service de la dette	-5 052	-0,0	-9 670	-1,9	-528	-10 198	2,3	—	-10 198	2,3	-528
Sous-total – Dépenses	-77 436	2,6	-165 772	1,5	-861	-166 633	3,3	—	-166 633	3,3	-861
Provision pour éventualités	—	—	-2 000	—	—	-2 000	—	—	-2 000	—	—
SURPLUS (DÉFICIT) COMPTABLE ⁽¹⁾	848	—	-11 430	—	1 532	-9 898	—	—	-9 898	—	1 532
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-1 268	—	-2 177	—	-284	-2 461	—	—	-2 461	—	-284
SOLDE BUDGÉTAIRE ⁽²⁾	-420	—	-13 607	—	1 248	-12 359	—	—	-12 359	—	1 248

(1) Il s'agit du surplus (déficit) lié aux activités tel que présenté dans les comptes publics.

(2) Il s'agit du solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

Annexe 1 : Résultats et perspectives budgétaires pour 2025-2026 (suite)

Résultats et perspectives budgétaires pour 2025-2026 – Revenus

(niveau et révision en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente en pourcentage)

	Prévisions pour l'exercice financier 2025-2026										Révision depuis le budget de mars 2025 (M\$)
	Avril à septembre		Budget de mars 2025		Mise à jour de l'automne 2025			Nouvelle estimation			
	Niveau (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)	
Revenus autonomes											
Impôt sur le revenu et les biens											
– Impôt sur le revenu des particuliers	23 969	8,1	46 944	3,3	894	47 838	4,7	—	47 838	4,7	894
– Cotisations pour les services de santé	4 651	3,5	9 242	3,2	–160	9 082	2,6	—	9 082	2,6	–160
– Impôts des sociétés	6 100	11,5	12 491	–3,8	1 061	13 552	1,6	—	13 552	1,6	1 061
– Impôt foncier scolaire	616	4,4	1 346	14,1	–91	1 255	4,9	—	1 255	4,9	–91
Taxes à la consommation	15 491	6,7	28 922	3,4	–101	28 821	1,6	—	28 821	1,6	–101
Sous-total – Revenus fiscaux	50 827	7,6	98 945	2,5	1 603	100 548	3,2	—	100 548	3,2	1 603
Droits, permis et redevances	2 759	–5,7	6 220	5,1	–180	6 040	–2,4	—	6 040	–2,4	–180
Revenus divers	7 864	6,6	15 299	–8,2	212	15 511	–4,6	—	15 511	–4,6	212
Sous-total – Autres revenus autonomes	10 623	3,1	21 519	–4,7	32	21 551	–4,0	—	21 551	–4,0	32
Total des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement	61 450	6,8	120 464	1,1	1 635	122 099	1,8	—	122 099	1,8	1 635
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	1 949	–0,4	5 268	–2,6	174	5 442	–4,3	—	5 442	–4,3	174
Total des revenus autonomes	63 399	6,6	125 732	1,0	1 809	127 541	1,6	—	127 541	1,6	1 809
Transferts fédéraux											
Péréquation	6 784	1,9	13 567	1,9	—	13 567	1,9	—	13 567	1,9	—
Transferts pour la santé	4 397	4,6	8 942	6,1	–149	8 793	4,3	—	8 793	4,3	–149
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	685	3,6	1 330	–1,5	40	1 370	1,5	—	1 370	1,5	40
Autres programmes	3 019	6,2	6 771	–10,3	693	7 464	0,9	—	7 464	0,9	693
Sous-total – Transferts fédéraux	14 885	3,6	30 610	–0,1	584	31 194	2,3	—	31 194	2,3	584
TOTAL DES REVENUS	78 284	6,0	156 342	0,7	2 393	158 735	1,7	—	158 735	1,7	2 393

Annexe 1 : Résultats et perspectives budgétaires pour 2025-2026 (suite)

Résultats et perspectives budgétaires pour 2025-2026 – Dépenses

(niveau et révision en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente en pourcentage)

	Prévisions pour l'exercice financier 2025-2026										Révision depuis le budget de mars 2025 (M\$)
	Avril à septembre		Budget de mars 2025		Mise à jour de l'automne 2025			Nouvelle estimation			
	Niveau (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)	
Dépenses de portefeuilles											
Santé et Services sociaux	31 895	2,7	65 527	3,0	272	65 799	2,5	—	65 799	2,5	272
Éducation	10 544	1,2	23 517	2,2	-133	23 384	0,1	—	23 384	0,1	-133
Enseignement supérieur	5 371	4,8	11 311	2,1	-31	11 280	-0,9	—	11 280	-0,9	-31
Famille	4 874	12,7	9 308	7,2	438	9 746	8,1	—	9 746	8,1	438
Transports et Mobilité durable	3 809	20,5	7 308	-3,5	200	7 508	-2,3	—	7 508	-2,3	200
Emploi et Solidarité sociale	2 904	1,4	5 804	0,1	41	5 845	2,4	—	5 845	2,4	41
Affaires municipales et Habitation	1 892	3,7	5 623	9,3	107	5 730	16,6	—	5 730	16,6	107
Économie, Innovation et Énergie	1 914	0,2	4 521	-6,9	-70	4 451	-5,5	—	4 451	-5,5	-70
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	627	-29,4	2 436	0,0	-431	2 005	-8,1	—	2 005	-8,1	-431
Autres portefeuilles	8 554	-3,1	20 747	-2,2	-60	20 687	13,9	—	20 687	13,9	-60
Sous-total – Dépenses de portefeuilles	72 384	2,8	156 102	1,8	333	156 435	3,4	—	156 435	3,4	333
Service de la dette	5 052	-0,0	9 670	-1,9	528	10 198	2,3	—	10 198	2,3	528
TOTAL DES DÉPENSES	77 436	2,6	165 772	1,5	861	166 633	3,3	—	166 633	3,3	861

Annexe 2 : Évolution de certaines variables économiques

Indicateurs économiques récents au Québec

(variation en pourcentage par rapport à la période précédente, sauf indication contraire)

	Août 2025	Sept. 2025	Oct. 2025	Nov. 2025	Trimestres de 2025				2025	
					1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Prév. ⁽¹⁾	Obs. ⁽²⁾
PIB réel par industrie	0,1	—	—	—	0,3	-0,6	—	—	0,9	1,0
Création d'emplois (en milliers)	7,5	-4,7	11,5	-1,9	27,2	10,4	-1,6	—	67,4	82,1
Taux de chômage (en pourcentage)	6,0	5,7	5,3	5,1	5,5	6,0	5,7	—	5,7	5,6
Ventes au détail (en termes nominaux)	2,0	-0,4	—	—	-0,8	1,0	1,6	—	2,7	4,2
Indice des prix à la consommation ⁽³⁾	2,7	3,3	3,2	—	1,9	2,0	2,8	—	2,2	2,3
Mises en chantier (en milliers)	55,8	59,6	64,4	—	56,8	60,2	58,8	—	58,0	59,2
PIB réel	—	—	—	—	0,4	-0,6	—	—	0,9	1,2
PIB (en termes nominaux)	—	—	—	—	1,0	-0,1	—	—	4,0	5,3
Consommation des ménages (en termes nominaux)	—	—	—	—	0,5	1,5	—	—	5,3	6,3
Salaires et traitements (en termes nominaux)	-0,3	1,0	—	—	0,9	-0,8	1,5	—	3,6	4,4
Excédent d'exploitation net des sociétés (en termes nominaux)	—	—	—	—	1,6	-0,7	—	—	2,2	2,9

(1) Ces prévisions correspondent à celles publiées dans la mise à jour de l'automne 2025.

(2) Il s'agit du cumulatif des périodes disponibles par rapport à la même période l'année précédente.

(3) Il s'agit de la variation par rapport à l'année précédente.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada et Société canadienne d'hypothèques et de logement.

► Note au lecteur

Le *Rapport sur la situation financière du Québec* fournit un aperçu des résultats financiers du gouvernement du Québec. Il est préparé dans le but d'accroître la transparence des finances publiques et d'effectuer un suivi régulier de l'atteinte de la cible relative au solde budgétaire pour l'année financière. Les informations financières qui y sont présentées ne sont pas auditées et sont basées sur les méthodes comptables utilisées dans les états financiers annuels du gouvernement.

► Informations financières consolidées

Les résultats consolidés regroupent les résultats de l'ensemble des entités faisant partie du périmètre comptable du gouvernement, c'est-à-dire qui sont sous son contrôle. Afin d'établir les résultats consolidés, le gouvernement élimine les opérations entre les entités du périmètre comptable. Des informations additionnelles sur l'organisation financière du gouvernement et le financement des services publics peuvent être consultées aux pages 14 à 19 du document [*Processus et documentation budgétaires : une reddition de comptes sur les finances publiques de l'État*](#).

► Date de publication du prochain rapport trimestriel

Le *Rapport sur la situation financière du Québec – 3^e trimestre de 2025-2026* sera publié en mars 2026.

Pour tout renseignement, communiquer avec la Direction des communications du ministère des Finances, à info@finances.gouv.qc.ca.

Le présent rapport est accessible sur le site Web du ministère des Finances : www.finances.gouv.qc.ca.